
FICHES THÉMATIQUES

Les revenus des non-salariés dans l'industrie,
le commerce et les services

1.1 Non-salariés de l'industrie

À u 31 décembre 2005, il y a en France métropolitaine près de 90 000 **non-salariés** dans l'industrie. Ils exercent le plus souvent au sein de petites structures : plus de la moitié des entreprises n'ont pas de salarié et 84 % d'entre elles en ont moins de 5. À l'opposé, un peu plus de 1 % des non-salariés de l'industrie dirigent des entreprises de plus de 20 salariés ; ils pèsent peu dans une industrie aujourd'hui largement internationalisée. Plus de 60 % d'entre eux exercent comme **entrepreneurs individuels**, les autres sont **gérants** de société à responsabilité limitée (SARL). Les non-salariés sont plus nombreux dans les biens de consommation (habillement, imprimerie...) et dans les biens intermédiaires (travail des métaux, matériaux de construction...).

Les femmes non salariées sont peu présentes dans l'industrie : 19 % contre 27 % pour **l'ensemble industrie, commerce et services** (ICS). Elles sont majoritaires dans l'habillement (60 %) mais peu présentes dans les biens d'équipement et l'automobile (7 %). En 2005, elles ont en moyenne un an de plus que leurs homologues masculins qui ont débuté leur parcours non-salarié dix ans auparavant contre presque onze pour elles. Les inégalités de revenu sont très marquées dans l'industrie : les hommes non salariés affichent un gain de plus de 80 % par rapport aux femmes. De plus, les revenus des femmes sont plus souvent négatifs ou nuls que ceux des hommes : 16 % contre 9,8 %.

En 2005, le **revenu** moyen des non-salariés du secteur est de 23 600 euros, 26 500 euros si l'on ne prend en compte que les entrepreneurs ayant un revenu positif (11 % des entrepreneurs ont un revenu nul ou négatif). Avec 26 500 euros, les non-salariés de l'industrie se situent en

dessous de la moyenne de l'ensemble des non-salariés des secteurs ICS (31 400 euros), loin derrière les professions juridiques (plus de 100 000 euros) mais nettement devant les services à la personne (moins de 15 000 euros). Parmi ceux ayant un revenu positif, 10 % d'entre eux déclarent un revenu supérieur à 56 700 euros et 10 % un revenu inférieur à 3 300 euros soit un **écart interdécile** de 17,1 contre 18,7 pour les secteurs ICS. Les non-salariés des biens de consommation affichent la rémunération la plus faible, moins de 20 000 euros, alors que ceux opérant dans les biens d'équipements sont nettement au-dessus, avec 36 000 euros en moyenne.

En ne prenant en compte que les revenus non nuls, un non-salarié de l'industrie employant plus de 20 salariés gagne près de 5 fois plus qu'un non-salarié sans salarié. Les revenus nuls sont proportionnellement plus nombreux parmi les entreprises sans salarié (13,2 %) et parmi celles de plus de 20 salariés (12,8 %). Le revenu des entrepreneurs individuels est inférieur de plus de 20 % à celui des gérants de SARL, 90 % des entreprises de plus de 20 salariés étant des SARL contre moins de 15 % des entreprises sans salariés.

L'ancienneté dans l'entrepreneuriat explique certains écarts de rémunération : celle-ci passe de 15 700 euros en moyenne les deux premières années à 29 600 euros après quinze ans, plus de 20 % des jeunes entrepreneurs n'ayant pas de revenus contre moins de 8 % après quinze ans. Les rémunérations des non-salariés dans l'industrie sont les plus fortes entre 40 et 54 ans (28 000 euros). Après 55 ans, les rémunérations sont moindres tandis que le nombre de non-salariés recule un peu pour chuter après 60 ans. ■

Définitions

Non-salarié : travailleur indépendant qui exerce une activité non salariée au sens de la législation sociale, c'est-à-dire sans « lien de subordination » à un employeur.

Industrie : ensemble de l'industrie y compris industrie agroalimentaire (IAA), hors énergie et artisanat commercial (charcuterie, boulangerie, pâtisserie).

Entrepreneur individuel ou gérant de société : ce non-salarié exerce son activité dans le cadre d'une entreprise individuelle ou d'une société à responsabilité limitée (SARL). Dans ce dernier cas, il est le gérant de sa société.

Ensemble industrie, commerce et services (ICS) : industrie, commerce et services, hors professions médicales et agriculture.

Revenu d'activité du non-salarié : c'est celui qui est déclaré à l'Union de recouvrement de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf). Comparé au revenu du salarié, il est entre le revenu net et le revenu brut. Ce revenu peut-être négatif mais dans ce cas là l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) le met à 0. Dans la première année d'activité, des revenus négatifs ou nuls sont possibles dans le cas d'une SARL où le gérant peut faire le choix de se verser des dividendes plutôt qu'une rémunération.

Écart interdécile : les déciles sont les valeurs qui partagent une distribution en dix parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, le premier décile (D1) est le revenu au-dessous duquel se situent 10 % des revenus et le neuvième décile (D9) est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. L'écart interdécile est le rapport D9/D1.

Non-salariés de l'industrie 1.1

1. Dispersion des revenus annuels des non-salariés en 2005

	Nombre de non-salariés	Part des femmes	Revenu annuel moyen ¹			Revenu médian ¹	Part des revenus nuls ou négatifs	10 % des non-salariés gagnent ¹	
			Ensemble	Hommes	Femmes			moins de ...	plus de ...
			(milliers)	(%)	(milliers €)			(milliers €)	
Secteur de l'industrie²	86,3	18,9	26,5	28,8	15,7	17,7	11,0	3,3	56,7
IAA hors artisanat commercial	4,4	27,6	26,3	29,2	18,4	15,8	13,6	2,9	52,3
Industrie des biens de consommation	35,9	27,4	19,5	21,8	13,1	12,8	13,1	2,5	41,2
Industrie des biens d'équipement et automobile	21,0	6,9	36,0	36,7	26,7	27,8	7,3	7,5	72,0
Industrie des biens intermédiaires	25,0	15,4	27,9	29,7	17,2	19,0	10,5	3,3	59,4
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services³	1 463,7	26,6	31,4	34,0	24,1	18,6	11,7	3,6	66,8

1. Statistiques calculées en ne prenant en compte que les non-salariés ayant des revenus strictement positifs.

2. Hors artisanat commercial et énergie.

3. Hors professions médicales et agriculture.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

2. Revenus annuels des non-salariés en 2005 selon la taille de l'entreprise et l'ancienneté

en milliers d'euros¹

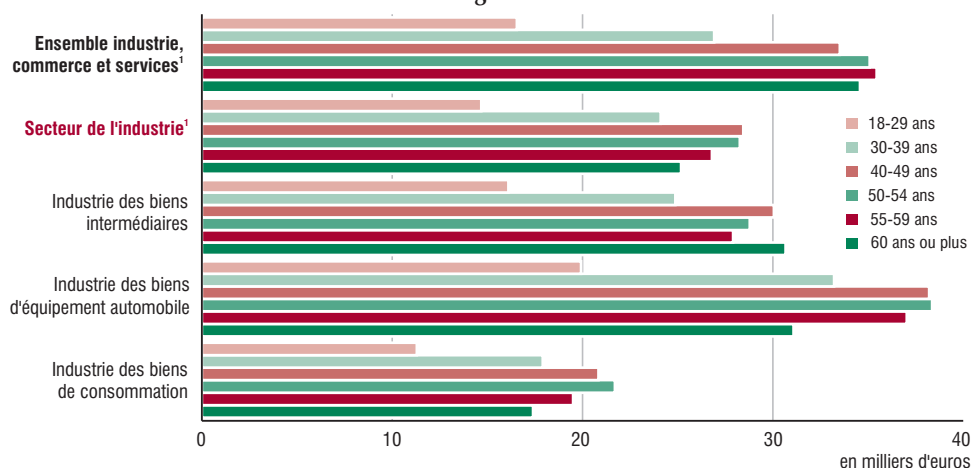
	Nombre de salariés de l'entreprise			Ancienneté dans le statut non-salarié					Part des 60 ans ou plus (%)
	0	1 à 19	20 ou plus	≤ 2 ans	3 ou 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	≥ 15 ans	
Secteur de l'industrie¹	15,2	37,1	80,4	15,7	24,1	28,5	28,5	29,6	5,9
IAA hors artisanat commercial	14,2	32,7	117,1	13,6	20,4	25,7	29,9	40,0	7,3
Industrie des biens de consommation	12,3	31,2	68,2	11,4	18,2	20,9	20,4	22,0	6,4
Industrie des biens d'équipement et automobile	23,2	43,0	75,4	21,2	32,3	37,5	39,4	41,7	4,0
Industrie des biens intermédiaires	15,2	37,7	81,9	17,4	24,8	30,7	30,0	30,5	6,6
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services¹	19,8	40,0	136,6	17,4	25,3	30,7	33,9	42,8	7,2

1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

3. Revenus annuels des non-salariés selon l'âge en 2005



1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

1.2 Non-salariés du BTP

Au 31 décembre 2005, il y a en France métropolitaine près de 250 000 **non-salariés** dans le secteur bâtiment - travaux publics (BTP). Ils exercent le plus souvent au sein de petites entreprises : près de la moitié n'ont pas de salarié et 85 % en ont moins de 5. À l'opposé, moins de 1 % des non-salariés du BTP dirigent des entreprises de plus de 20 salariés. Près des trois quarts des non-salariés du BTP exercent comme **entrepreneurs individuels**, le dernier quart gérant une société à responsabilité limitée (SARL).

Pour les salariés comme pour les non-salariés, avec seulement 3 % de femmes, le BTP est le domaine des hommes. Celles-ci sont plus présentes dans les travaux publics que dans le bâtiment, dans les SARL que dans les entreprises individuelles. En 2005, les non-salariés du BTP ont en moyenne 44 ans, soit sept ans de plus que pour les salariés du BTP. Ils ont entamé une carrière non salariée dix ans auparavant (le plus souvent après une expérience comme salarié du BTP). Les femmes se distinguent ici des hommes par un début de carrière plus tardif, vers 39-40 ans, et une ancienneté comme non-salariée de cinq ans contre près de dix ans pour les hommes.

En 2005, le **revenu** annuel moyen des non-salariés du BTP est de 26 900 euros, 28 600 euros si l'on ne prend en compte que les entrepreneurs ayant un revenu positif (6% des entrepreneurs du BTP ont un revenu nul ou négatif). Avec 28 600 euros, les non-salariés du BTP se situent un peu en dessous de la moyenne de l'ensemble des non-salariés de **l'industrie, du commerce et des services** (ICS) avec 30 900 euros, loin derrière les professions juridiques (plus de 100 000 euros) mais nettement devant les services à la personnes – coiffure, nettoyage, ... – (moins de 15 000 euros). Parmi les non-salariés ayant un revenu positif, 10 % déclarent une rémunéra-

tion supérieure à 54 300 euros et 10 % une rémunération inférieure à 6 900 euros soit un **écart interdécile** de 7,9 contre 18,7 pour l'ensemble des non-salariés des secteurs ICS.

Au sein du BTP, les non-salariés les mieux rémunérés sont ceux des travaux publics avec 31 000 euros annuels, ceux du bâtiment, gros œuvre et second œuvre affichent une rémunération de 28 000 à 29 000 euros. Cet écart s'explique en partie par la taille plus importante des entreprises de travaux publics. En effet, en ne prenant en compte que les revenus positifs, un entrepreneur du BTP employant 20 salariés ou plus gagne près de quatre fois plus que celui sans salarié. De plus, les revenus nuls sont proportionnellement les plus nombreux parmi les entreprises sans salarié (6,5 %) et parmi celles qui ont plus de 20 salariés (7,7 %). La rémunération des entrepreneurs individuels est inférieure de plus de 8 % à celle des gérants de SARL, 90 % des entreprises de plus de 20 salariés étant des SARL contre moins de 10 % des entreprises sans salariés.

L'ancienneté dans l'entrepreneuriat joue également sur la rémunération : 20 400 euros en moyenne les deux premières années contre 33 100 euros après quinze ans, soit + 60 %, écart cependant bien inférieur à celui constaté pour l'ensemble des non-salariés, + 150 %. En outre, plus de 10 % des jeunes non-salariés du BTP ont un revenu nul contre près de 4 % après quinze années.

Les revenus des non-salariés du BTP sont les plus élevés entre 40 et 54 ans : plus de 30 000 euros contre 26 000 euros pour les trentenaires. Après 55 ans, les rémunérations diffèrent peu tandis que le nombre d'entrepreneurs se replie légèrement puis chute après 60 ans. Les non-salariés du BTP exercent un métier manuel, physiquement exigeant, ce qui explique la relative faiblesse des anciens dans leurs rangs. ■

Définitions

Non-salarié : travailleur indépendant qui exerce une activité non salariée au sens de la législation sociale, c'est-à-dire sans « lien de subordination » à un employeur.

Entrepreneur individuel ou gérant de société : ce non-salarié exerce son activité dans le cadre d'une entreprise individuelle ou d'une société à responsabilité limitée (SARL). Dans ce dernier cas, il est le gérant de sa société.

Revenu d'activité du non-salarié : voir fiche 1.1.

Ensemble industrie, commerce et services (ICS) : industrie commerce et services, hors professions médicales et agriculture.

Écart interdécile : rapport entre les 10 % de la population (ici les non-salariés) gagnant le plus et les 10 % gagnant le moins.

1. Dispersion des revenus annuels des non-salariés en 2005

	Nombre de non-salariés	Part des femmes	Revenu annuel moyen ¹			Revenu médian ¹	Part des revenus nuls ou négatifs	10 % des non-salariés gagnent ¹	
			Ensemble	Hommes	Femmes			moins de ...	plus de ...
			(milliers)	(%)	(milliers €)			(milliers €)	
Secteur du BTP	249,1	3,1	28,6	28,8	22,7	22,0	6,0	6,9	54,3
Ensemble du bâtiment	237,6	3,0	28,5	28,7	22,4	22,0	5,8	6,9	54,0
– bâtiment gros œuvre	54,7	3,8	28,8	29,0	23,3	21,7	7,8	6,9	56,9
– bâtiment second œuvre	183,0	2,8	28,4	28,6	22,0	22,1	5,2	6,9	53,2
Travaux publics	11,5	4,8	31,0	31,2	27,2	23,1	8,7	6,1	61,1
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services²	1 463,7	26,6	31,4	34,0	24,1	18,6	11,7	3,6	66,8

1. Statistiques calculées en ne prenant en compte que les non-salariés ayant des revenus strictement positifs.

2. Hors professions médicales et agriculture.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

2. Revenus annuels des non-salariés en 2005 selon la taille de l'entreprise et l'ancienneté

en milliers d'euros¹

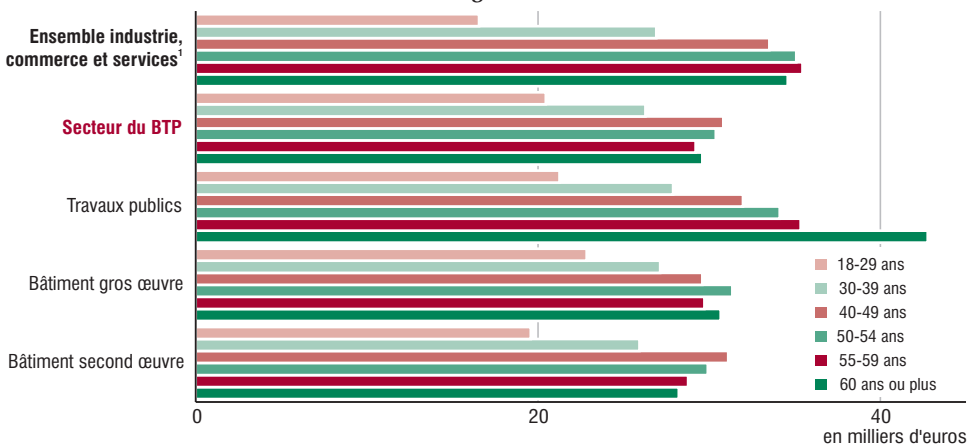
	Nombre de salariés de l'entreprise			Ancienneté dans le statut non-salarié					Part des 60 ans ou plus (%)
	0	1 à 19	20 ou plus	≤ 2 ans	3 ou 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	≥ 15 ans	
Secteur du BTP	19,9	34,8	72,4	20,4	26,0	29,8	30,9	33,1	2,8
Ensemble du bâtiment	19,8	34,6	71,3	20,5	26,0	29,7	30,7	32,8	2,7
– bâtiment gros œuvre	18,4	33,7	74,7	19,0	27,1	30,1	31,4	34,5	3,3
– bâtiment second œuvre	20,1	35,0	69,7	20,9	25,6	29,6	30,5	32,4	2,6
Travaux publics	21,3	38,0	79,7	19,3	27,6	32,1	34,4	39,8	3,4
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services¹	19,8	40,0	136,6	17,4	25,3	30,7	33,9	42,8	7,2

1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

3. Revenus annuels des non-salariés selon l'âge en 2005



1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

1.3 Non-salariés du commerce

Au 31 décembre 2005, 420 000 **non-salariés** travaillent dans le **commerce** en France métropolitaine. Ils exercent essentiellement au sein de petites structures : la moitié des entreprises n'ont pas de salarié et plus de 85 % d'entre elles ont moins de 5 salariés. À l'opposé, moins de 0,5 % des non-salariés du commerce dirigent des **entreprises** d'au moins 20 salariés.

Pour les salariés comme pour les non-salariés, le commerce fait une plus grande place aux femmes que le BTP ou l'industrie. Plus de 31 % des non-salariés du commerce sont des femmes, soit près de 5 points de plus que les non-salariés de **l'ensemble industrie, commerce et services** (ICS). La plus ou moins grande présence des femmes par sous-secteurs du commerce correspond à une orientation sexuée des métiers : vente de vêtements plutôt que de matériel *high tech*, moindre participation au commerce automobile, présence plus importante dans le commerce de détail que dans le commerce de gros... En 2005, les commerçants non salariés ont en moyenne 45,5 ans, soit 0,5 an de plus que les non-salariés des secteurs ICS, et ils ont en moyenne débuté leur parcours non-salarié dix ans avant. Les femmes se distinguent ici des hommes par un début de carrière plus tardif d'un an et demi, et une ancienneté moyenne comme non-salariées de moins de neuf ans contre plus de dix ans pour les hommes.

Les écarts de rémunération hommes/femmes sont les plus faibles dans la pharmacie et le secteur commerce et réparation automobiles où les hommes gagnent 20 à 25 % de plus que les femmes, et ils sont les plus forts dans le commerce de gros avec 44 %. Pour l'ensemble des non-salariés du commerce, l'écart de rémunération hommes/femmes est moins marqué : 15 % de plus pour les hommes, du fait de la surreprésentation des femmes (53 %) dans le secteur le mieux rémunéré, la pharmacie.

En 2005, le **revenu** moyen des non-salariés du secteur est de 24 400 euros ; il est de 27 800 euros si l'on ne prend en compte que les non-salariés ayant un revenu positif (12 % des non-salariés ont un revenu nul ou négatif). Les commerçants ont en moyenne des revenus inférieurs à ceux des non-salariés mais comptent en leur sein l'une des activités les mieux rémunérées, les pharmaciens avec près de 100 000 euros annuels. Non compris la pharmacie, le revenu moyen des commerçants hors revenus nuls n'est plus que de 22 800 euros. Les non-salariés du commerce les mieux rémunérés sont ceux du commerce de gros : ils gagnent 30 800 euros, cependant soit 3 fois moins que les pharmaciens. Le commerce de détail offre un revenu moyen plus faible (20 600 euros) et plus dispersé avec un **écart interdécile** de 22 ; cet écart est de 6 pour les pharmaciens et de 10 dans le secteur commerce et réparation automobiles. Parmi les non-salariés ayant un revenu positif, 10 % d'entre eux déclarent une rémunération supérieure à 62 400 euros et 10 % une rémunération inférieure à 2 600 euros soit un écart interdécile de 24, chiffre très élevé s'expliquant par la grande hétérogénéité des métiers du commerce.

En ne prenant en compte que les seuls revenus non nuls, un commerçant employant au moins 20 salariés gagne 6 à 7 fois plus que celui sans salarié, l'écart étant de plus de 7 dans le commerce de détail contre moins de 2 pour la pharmacie. De plus, les revenus nuls sont proportionnellement les plus nombreux parmi les entreprises sans salarié et parmi celles qui ont plus de 20 salariés.

L'ancienneté dans l'entrepreneuriat influe sur le revenu : 14 300 euros en moyenne les deux premières années et 36 900 euros après quinze ans ; plus de 25 % des jeunes entrepreneurs n'ont pas de revenus positifs contre moins de 7 % après quinze années. Les rémunérations des entrepreneurs sont les plus fortes entre 40 et 54 ans. ■

Définitions

Non-salarié : travailleur indépendant qui exerce une activité non salariée au sens de la législation sociale, c'est-à-dire sans « lien de subordination » à un employeur.

Commerce : ensemble des secteurs du commerce, y compris industrie agroalimentaire (IAA) artisanales : charcuterie, boulangerie, pâtisserie.

Entrepreneur individuel ou gérant de société : voir fiche 1.1.

ICS : voir fiche 1.1

Revenu d'activité du non-salarié : voir fiche 1.1.

Écart interdécile : rapport entre les 10 % de la population (ici les non-salariés) gagnant le plus et les 10 % gagnant le moins.

Non-salariés du commerce 1.3

1. Dispersion des revenus annuels des non-salariés en 2005

	Nombre de non-salariés	Part des femmes	Revenu annuel moyen ¹			Revenu médian ¹	Part des revenus nuls ou négatifs	10 % des non-salariés gagnent	
			Ensemble	Hommes	Femmes			moins de ...	plus de ...
			(milliers €)					(milliers €)	
Secteur du commerce	418,1	31,5	27,8	28,9	25,2	16,6	12,1	2,6	62,4
Commerce de détail	288,2	35,3	20,6	22,8	16,3	14,1	11,6	2,0	45,1
Pharmacie	25,2	53,2	97,8	109,2	87,7	84,0	2,9	29,2	182,6
Commerce et réparation automobiles	44,6	8,7	27,1	27,5	22,9	20,7	10,5	5,6	53,3
Commerce de gros	60,1	21,2	30,8	33,0	22,8	19,9	19,1	3,6	67,2
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services²	1 463,7	26,6	31,4	34,0	24,1	18,6	11,7	3,6	66,8

1. Statistiques calculées en ne prenant en compte que les non-salariés ayant des revenus strictement positifs.

2. Hors professions médicales et agriculture.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

2. Revenus annuels des non-salariés en 2005 selon la taille de l'entreprise et l'ancienneté

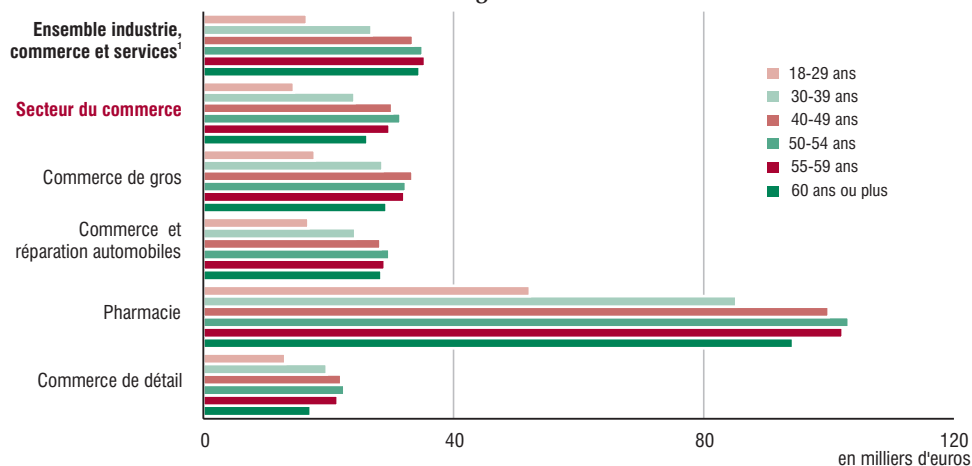
	en milliers d'euros ¹								
	Nombre de salariés de l'entreprise			Ancienneté dans le statut non-salarié					Part des 60 ans ou plus
	0	1 à 19	20 ou plus	≤ 2 ans	3 ou 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	≥ 15 ans	
Secteur du commerce	14,4	40,8	94,7	14,3	22,6	27,6	29,4	36,9	7,2
Commerce de détail	12,1	31,0	89,5	11,7	17,9	21,6	21,5	25,6	7,1
Pharmacie	84,0	98,2	143,2	48,1	76,7	92,3	99,9	109,9	8,6
Commerce et réparation automobiles	17,3	31,6	69,3	16,7	24,0	27,0	28,5	32,3	4,4
Commerce de gros	22,9	42,1	83,0	18,5	27,8	33,8	35,8	40,7	8,8
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services¹	19,8	40,0	136,6	17,4	25,3	30,7	33,9	42,8	7,2

1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

3. Revenus annuels des non-salariés selon l'âge en 2005



1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

1.4 Non-salariés des services

À u 31 décembre 2005, la France métropolitaine compte plus de 460 000 **non-salariés** dans les services hors professions libérales. Ces non-salariés exercent le plus souvent au sein de petites structures puisque 60 % de ces entreprises n'ont pas de salarié et plus de 90 % d'entre elles ont moins de 5 salariés.

Le monde des **services** reste très varié en termes d'activités. Les services aux particuliers, 228 000 non-salariés, regroupent hôtel-café-restaurant, salons de coiffure, pressing... Les services aux entreprises, 114 000 non-salariés, englobent la publicité, la sécurité-nettoyage, le secrétariat, le travail temporaire... L'immobilier, gestion et promotion, et les activités culturelles, récréatives et sportives comptent chacune près de 50 000 non-salariés, l'éducation non scolaire (auto-écoles et autres types de formation ne relevant pas de l'éducation nationale) près de 23 000. La moitié des non-salariés des services aux particuliers sont des femmes, celles-ci étant très présentes dans les sous-secteurs coiffure, pressing, soins de beauté... En 2005, les non-salariés des services ont en moyenne 45 ans (comme l'ensemble des non-salariés) et ont débuté leur carrière non-salariée huit à neuf ans auparavant.

Les écarts de rémunération hommes/femmes sont plus nets que pour l'ensemble des non-salariés : les femmes gagnent 36 % de moins que les hommes dans les services contre 30 % pour l'ensemble des non-salariés. L'importance de cet écart résulte pour partie de la plus grande présence des femmes dans les services aux particuliers qui sont moins rémunérateurs. Les écarts dans chacun des sous-secteurs sont assez réduits, s'échelonnant de 36 % dans l'éducation non scolaire à 22 % dans l'immobilier.

En 2005, le **revenu** moyen des non-salariés des services est de 19 700 euros, 23 300 euros pour les seuls entrepreneurs ayant un revenu positif (15,6 % des non-salariés ont un revenu

nul ou négatif). Si les revenus des services sont relativement faibles, les activités immobilières dégagent des revenus supérieurs à la moyenne des non-salariés (41 100 euros contre 31 400 euros) mais avec plus de 28 % de déclarants de revenus nuls. Les services aux entreprises ont des revenus moyens proches de ceux de l'ensemble des non-salariés. Les revenus sont nettement plus faibles dans les autres secteurs des services : près de 20 000 euros pour les services aux particuliers et l'éducation non scolaire et 13 300 euros pour les activités récréatives, culturelles et sportives. Ce dernier secteur est pour les non-salariés, l'un des moins rémunérateur du fait pour partie de l'importance de la pluri-activité : 30 % de ces non-salariés sont aussi salariés contre 10 % de l'ensemble des non-salariés. Parmi les non-salariés des services ayant un revenu positif, 10 % déclarent un revenu supérieur à 50 100 euros et 10 % un revenu inférieur à 2 700 euros soit un **écart inter-décile** de 18,6. L'écart est le plus faible dans les services aux particuliers et le plus fort dans les services aux entreprises, 11,7 contre 24,2.

En ne prenant en compte que les seuls revenus positifs, un non-salarié des services employant 20 salariés ou plus gagne 5 fois plus que celui sans salarié. Suivant un schéma commun à la plupart des secteurs d'activités, la part des revenus nuls est plus élevée pour les entreprises sans salarié et pour celles avec au moins 20 salariés.

L'ancienneté dans l'entrepreneuriat des services joue sur la rémunération mais cependant plus faiblement pour l'ensemble des secteurs. La rémunération est de 14 500 euros en moyenne les deux premières années contre 27 100 euros après quinze ans, soit un écart de + 90 % contre + 150 % pour l'ensemble des non-salariés et de seulement + 70 % pour les services aux particuliers. Les revenus des non-salariés des services sont les plus élevés entre 40 et 60 ans, environ 26 000 euros. ■

Définitions

Non-salarié : travailleur indépendant qui exerce une activité non salariée au sens de la législation sociale, c'est-à-dire sans « lien de subordination » à un employeur.

Services : il s'agit ici de l'ensemble des secteurs des services à l'exclusion des services classés en professions libérales par la direction du Commerce, de l'Artisanat, des Services et des Professions libérales (DCASPL) voir fiche 1.6.

Revenu d'activité du non-salarié : voir fiche 1.1.

Écart inter-décile : voir fiche 1.1.

Non-salariés des services 1.4

1. Dispersion des revenus annuels des non-salariés en 2005

	Nombre de non-salariés	Part des femmes	Revenu annuel moyen ¹			Revenu médian ¹	Part des revenus nuls ou négatifs	10 % des non-salariés gagnent ¹	
			Ensemble	Hommes	Femmes			moins de ...	plus de ...
			(milliers)	(%)	(milliers €)			(milliers €)	
Ensemble des services²	460,2	39,4	23,3	27,3	17,4	14,7	15,6	2,7	50,1
Services aux entreprises	113,6	26,8	30,5	33,3	23,0	17,8	18,2	2,8	67,1
Services aux particuliers	228,1	50,8	19,3	22,9	15,9	13,9	12,0	3,4	38,8
Promotion, gestion immobilière	47,9	25,5	41,1	44,6	30,3	25,9	28,6	4,5	90,1
Activités récréatives, culturelles et sportives	47,4	28,3	13,3	14,2	11,0	7,5	16,3	1,1	26,4
Éducation non scolaire	23,1	41,5	20,1	23,5	15,0	13,4	10,4	2,3	43,0
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services³	1 463,7	26,6	31,4	34,0	24,1	18,6	11,7	3,6	66,8

1. Statistiques calculées en ne prenant en compte que les non-salariés ayant des revenus strictement positifs.

2. Hors professions libérales.

3. Hors professions médicales et agriculture.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

2. Revenus annuels des non-salariés en 2005 selon la taille de l'entreprise et l'ancienneté

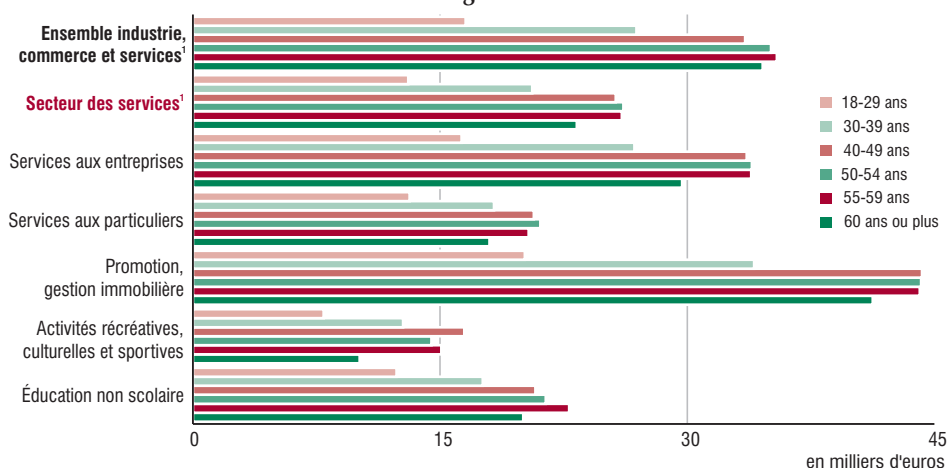
	en milliers d'euros								
	Nombre de salariés de l'entreprise			Ancienneté dans le statut non-salarié					Part des 60 ans ou plus (%)
	0	1 à 19	20 ou plus	≤ 2 ans	3 ou 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	≥ 15 ans	
Ensemble des services¹	17,3	29,1	88,4	14,5	21,5	25,5	26,0	27,1	8,7
Services aux entreprises	23,2	41,2	88,5	18,2	28,7	35,3	36,5	37,7	10,4
Services aux particuliers	12,6	23,8	81,3	12,3	18,4	21,1	21,0	21,3	6,8
Promotion, gestion immobilière	34,3	50,8	129,1	21,1	32,3	41,4	44,8	53,9	12,8
Activités récréatives, culturelles et sportives	10,6	30,4	110,4	8,2	11,3	14,0	14,6	16,0	8,8
Éducation non scolaire	14,8	31,5	86,7	11,8	17,2	21,1	22,2	25,0	10,4
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services¹	19,8	40,0	136,6	17,4	25,3	30,7	33,9	42,8	7,2

1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

3. Revenus annuels des non-salariés selon l'âge en 2005



1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

1.5 Non-salariés du transport

Au 31 décembre 2005, il y a en France métropolitaine près de 52 000 **non-salariés** dans le **transport**. Ils exercent le plus souvent au sein de petites structures : les deux tiers de leurs entreprises n'ont pas de salarié. À l'opposé, un peu plus de 1 % des non-salariés du transport dirigent des entreprises de 20 salariés ou plus. Les trois quarts des non-salariés du transport exercent comme **entrepreneur individuel**, le quart restant gère une société.

Le monde du transport reste une activité très masculine : les femmes ne représentent que 12 % des non-salariés du secteur. En 2005, si les non-salariés du transport ont débuté leur carrière non-salariée dix à onze ans auparavant, les femmes se distinguent des hommes par un début de carrière plus tardif de 2,4 ans en moyenne et une ancienneté comme non-salariée plus faible. Hommes et femmes ont en moyenne le même âge, 46 ans, soit un an de plus que l'ensemble des non-salariés.

En 2005, le **revenu** moyen annuel des non-salariés du secteur est de 20 300 euros, 21 800 euros pour les seuls non-salariés ayant un revenu positif (7 % ont un revenu nul ou négatif). Le revenu moyen des transporteurs est tiré vers le bas par le transport de voyageurs (16 600 euros) ; le transport routier de marchandises est plus lucratif (27 700 euros) mais il offre tout de même un revenu moyen légèrement inférieur à celui de l'ensemble des non-salariés (31 400 euros). Parmi les non-salariés ayant un revenu positif, 10 % déclarent une rémunération annuelle de 41 800 euros et 10 % une rémunération inférieure à 6 200 euros soit un **écart interdécile** de 6,7. L'écart est plus élevé dans le transport de marchandises que dans le transport de voyageurs (7,7 contre 4,7) ; de fait, les revenus du dernier **décile** sont beaucoup plus élevés dans le transport de marchandises que dans le

transport de voyageurs (51 300 euros contre 29 000 euros).

En ne prenant en compte que les revenus positifs, un transporteur employant au moins 20 salariés gagne 3,5 fois plus qu'un transporteur sans salarié. Les revenus nuls sont proportionnellement moins nombreux parmi les entreprises sans salarié que parmi les entreprises avec des salariés (5 % contre 10 %). Ceci s'explique en partie par le fait que les entreprises du transport sans salarié sont à plus de 90 % des entreprises individuelles, alors que les entreprises ayant des salariés sont majoritairement des sociétés à responsabilité limitée.

Les écarts de rémunération hommes/femmes sont moins marqués que pour l'ensemble des non-salariés : les hommes gagnent seulement 8 % de plus que les femmes. Le revenu moyen des femmes est même supérieur à celui des hommes dans le secteur du transport de voyageurs où elles sont plus nombreuses à employer des salariés et dans ce cas, elles se rémunèrent mieux que leurs homologues masculins.

Si l'ancienneté dans l'entrepreneuriat joue un rôle sur la rémunération, il est plus faible dans les transports que dans les autres secteurs. Ainsi, la rémunération est de 15 000 euros en moyenne les deux premières années contre 24 700 euros après 15 ans, soit + 60 % contre + 150 % pour l'ensemble des non-salariés. Le phénomène est particulièrement visible dans le transport de voyageurs où l'expérience ne différencie qu'un gain de + 30 % après quinze années d'expérience. Les rémunérations des entrepreneurs du transport sont les plus élevées entre 40 et 54 ans, environ 23 000 euros, à peine plus que les 21 500 euros des trentenaires. Le revenu moyen du transport de voyageurs stagne autour de 17 000 euros entre 30 et 60 ans, signe supplémentaire de la faiblesse des gains liés à l'ancienneté. ■

Définitions

Non-salarié : travailleur indépendant qui exerce une activité non salariée au sens de la législation sociale, c'est-à-dire sans « lien de subordination » à un employeur.

Transport : ensemble des secteurs du transport, y compris les auxiliaires de transport, le transport aérien, ferré ...

Entrepreneur individuel ou gérant de société : voir fiche 1.1.

Revenu d'activité du non-salarié : voir fiche 1.1.

Écart interdécile et décile : voir fiche 1.1.

Non-salariés du transport 1.5

1. Dispersion des revenus annuels des non-salariés en 2005

	Nombre de non-salariés (milliers)	Part des femmes (%)	Revenu annuel moyen ¹			Revenu médian ¹ (milliers €)	Part des revenus nuls ou négatifs (%)	10 % des non-salariés gagnent ¹	
			Ensemble	Hommes	Femmes			moins de ...	plus de ...
			(milliers €)					(milliers €)	
Secteur des transports	51,5	11,8	21,8	22,0	20,4	15,5	7,0	6,2	41,8
Transports routiers de marchandises	18,9	12,0	27,7	28,4	21,8	22,2	9,8	6,7	51,3
Transports routiers réguliers de voyageurs (taxis, autocars)	27,6	10,0	16,6	16,4	18,4	12,9	3,7	6,2	29,3
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services²	1 463,7	26,6	31,4	34,0	24,1	18,6	11,7	3,6	66,8

1. Statistiques calculées en ne prenant en compte que les non-salariés ayant des revenus strictement positifs.

2. Hors professions médicales et agriculture.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

2. Revenus annuels des non-salariés en 2005 selon la taille de l'entreprise et l'ancienneté

en milliers d'euros¹

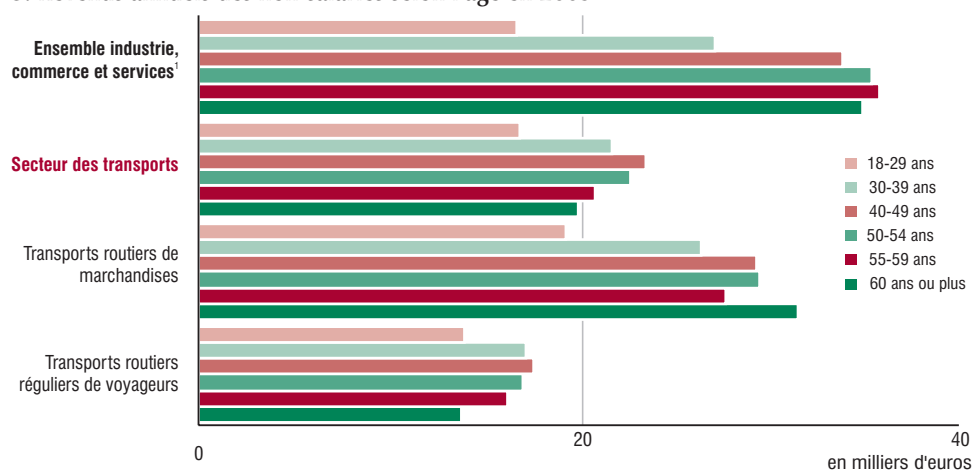
	Nombre de salariés de l'entreprise			Ancienneté dans le statut non-salarié					Part des 60 ans ou plus (%)
	0	1 à 19	20 ou plus	≤ 2 ans	3 ou 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	≥ 15 ans	
Secteur des transports	16,4	31,9	58,6	15,0	20,6	23,1	21,8	24,7	6,9
Transports routiers de marchandises	21,4	31,5	58,1	16,9	25,1	27,3	28,4	34,8	5,1
Transports routiers réguliers de voyageurs (taxis, autocars)	14,3	29,8	46,1	13,1	16,7	17,6	16,5	17,6	7,9
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services¹	19,8	40,0	136,6	17,4	25,3	30,7	33,9	42,8	7,2

1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

3. Revenus annuels des non-salariés selon l'âge en 2005



1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

1.6 Non-salariés des professions libérales

Au 31 décembre 2005, il y a en France métropolitaine près de 150 000 **non-salariés** dans les **professions libérales** hors secteur médical. Ils exercent le plus souvent au sein de petites structures : 59 % des **entreprises** n'ont pas de salarié, près de 90 % en ont moins de 5 et seulement 1,5 % des non-salariés exercent dans des entreprises de plus de 20 salariés.

Les professions libérales, hors secteur médical, recouvrent trois grands ensembles. Les « experts » venant des cabinets d'architecte, de la comptabilité, de l'ingénierie, des études de marché et de l'informatique, comptent plus de 72 000 non-salariés. Les professions juridiques, avocats, huissiers, avoués, notaires représentent 51 000 non-salariés. Le dernier groupe regroupe 23 000 non-salariés de la finance et des assurances (agents d'assurances, courtiers...).

Les professions libérales, en dehors des activités juridiques, sont peu féminisées. En 2005, la moyenne d'âge est de 46 ans ; les hommes sont plus âgés que les femmes (47,5 ans contre 41,5 ans) et ils affichent en moyenne une ancienneté supérieure aux femmes de près de trois ans pour les experts et les financiers et de près de cinq ans pour les juristes. Ceci illustre le mouvement récent de féminisation des juristes : 50 % des juristes trentenaires sont des femmes contre 25 % des quinquagénaires. Les écarts de **revenu** hommes/femmes dans les professions libérales sont à peine plus marqués que dans l'ensemble des non-salariés : les femmes gagnent 32 % de moins que les hommes contre 30 % pour l'ensemble. En outre, les écarts sont plus marqués encore dans les activités juridiques où les femmes gagnent 55 % de moins que les hommes, une partie de

cet écart s'expliquant par la plus grande jeunesse des femmes dans cette profession.

En 2005, le revenu annuel moyen des non-salariés du secteur est de 63 900 euros, 69 600 euros pour ceux ayant un revenu positif (8,2 % ont un revenu nul ou négatif). Les juristes, avec 102 000 euros de revenu annuel moyen, devançant nettement les experts et les financiers qui restent cependant largement au-dessus de la moyenne de l'ensemble des non-salariés avec respectivement 46 000 et 64 000 euros. Parmi les professions libérales ayant un revenu positif, 10 % des non-salariés déclarent un revenu supérieur à 152 000 euros et 10 % un revenu inférieur à 7 900 euros, soit un **écart inter-décile** de 19,2, proche de celui de l'ensemble des non-salariés (18,7). L'écart est le plus faible dans les activités juridiques et le plus fort dans les activités d'expertise (15,4 contre 19,2).

En ne prenant en compte que les seuls revenus non nuls, un non-salarié de profession libérale employant au moins 20 salariés gagne presque 8 fois plus que celui sans salarié. Suivant un schéma commun à la plupart des non-salariés, la part des rémunérations nulles est plus élevée pour les entreprises sans salarié et pour celles avec plus de 20 salariés.

Les écarts de rémunération liés à l'expérience sont plus accentués dans les professions libérales. Les revenus sont de 29 700 euros en moyenne les deux premières années contre 101 600 euros après quinze ans d'exercice, soit une progression de + 240 % contre + 150 % pour l'ensemble des non-salariés. Les professions libérales affichent les rémunérations les plus élevées entre 55 et 59 ans, environ 89 000 euros, un cas unique parmi les non-salariés et expliqué largement par les activités juridiques. ■

Définitions

Non-salarié : travailleur indépendant qui exerce une activité non salariée au sens de la législation sociale, c'est-à-dire sans lien de subordination à un employeur. Dans le cas des professions libérales, il est souvent associé au sein d'un cabinet d'architectes, d'avocats...

Professions libérales : secteurs des services classés en professions libérales par la direction du Commerce, de l'Artisanat, des Services et des Professions libérales (DCASPL) : si, au sein d'un secteur au moins 50 % des métiers correspondent à des professions libérales, le secteur est classé en profession libérale.

Entrepreneur individuel ou gérant de société : le non-salarié exerce son activité dans le cadre d'une entreprise, entreprise individuelle ou société (SELARL, société d'exercice libéral à responsabilité limitée ou SCP, société civile professionnelle). Dans ce dernier cas, il est gérant de société.

Revenu d'activité du non-salarié : voir fiche 1.1.

Écart inter-décile : voir fiche 1.1.

Non-salariés des professions libérales 1.6

1. Dispersion des revenus annuels des non-salariés en 2005

	Nombre de non-salariés (milliers)	Part des femmes (%)	Revenu annuel moyen ¹ (milliers €)			Revenu médian ¹ (milliers €)	Part des revenus nuls ou négatifs (%)	10 % des non-salariés gagnent ¹ (milliers €)	
			Ensemble	Hommes	Femmes			moins de ...	plus de ...
Secteur des professions libérales ICS²	146,3	23,5	69,6	75,4	51,0	40,9	8,2	7,9	152,0
Experts (architecte, conseil ...)	72,3	13,2	46,2	48,1	33,5	31,1	11,8	5,2	100,6
Professions juridiques	51,1	42,0	102,0	132,6	59,8	54,6	2,7	15,5	237,9
Finance et assurance	22,9	14,8	63,9	68,2	37,7	49,1	9,0	7,2	132,2
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services²	1 463,7	26,6	31,4	34,0	24,1	18,6	11,7	3,6	66,8

1. Statistiques calculées en ne prenant en compte que les non-salariés ayant des revenus strictement positifs.

2. Hors secteur médical.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

2. Revenus annuels des non-salariés en 2005 selon la taille de l'entreprise et l'ancienneté

en milliers d'euros¹

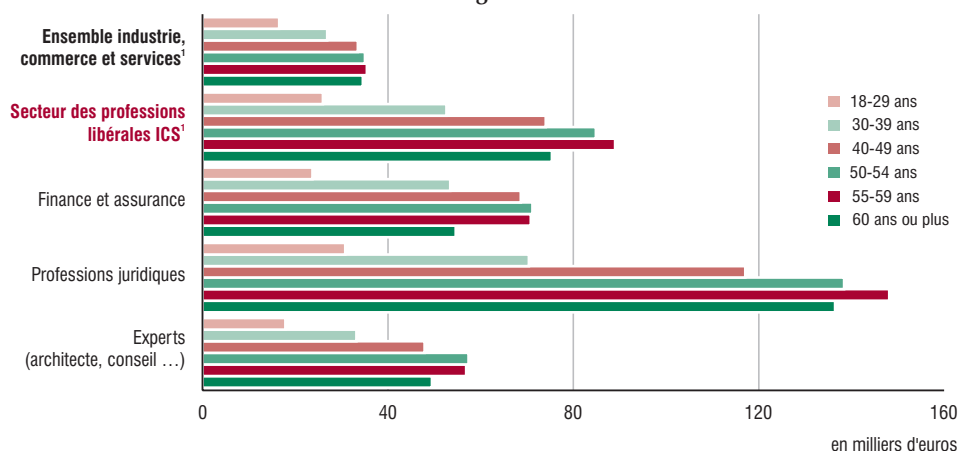
	Nombre de salariés de l'entreprise			Ancienneté dans le statut non-salarié					Part des 60 ans ou plus (%)
	0	1 à 19	20 ou plus	≤ 2 ans	3 ou 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	≥ 15 ans	
Ensemble des professions libérales ICS¹	43,2	84,5	328,8	29,7	45,3	57,5	73,3	101,6	11,4
Experts (architecte, conseil ...)	33,7	60,8	110,4	21,9	33,6	42,3	49,1	67,4	13,2
Professions juridiques	56,1	127,6	418,5	43,0	63,7	80,0	99,7	143,8	8,8
Finance et assurance	44,0	79,1	198,4	33,1	45,4	57,3	68,2	84,9	11,7
Ensemble des non-salariés de l'industrie, du commerce et des services	19,8	40,0	136,6	17,4	25,3	30,7	33,9	42,8	7,2

1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.

3. Revenus annuels des non-salariés selon l'âge en 2005



1. Voir les notes sous la figure 1.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, base Non-salariés.